



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État

Luxembourg, le

**22 AVR. 2015**

Réf. : 72.94.15

**ELTERN GETRENNT (a.s.b.l.)**  
**3a, Boulevard Prince Henri**

**L-1724 LUXEMBOURG**

**Objet :    Autorité parentale : articles du Code civil non conformes à la Constitution depuis 1999 respectivement 2008**

Madame, Monsieur les Présidents,

J'accuse bonne réception de votre courrier du 15 avril 2015 dans lequel vous relevez entre autres la problématique des suites données aux articles de lois déclarés non conformes à la Constitution par la Cour constitutionnelle.

Je puis vous informer que dans le contexte de la réforme de la Constitution actuellement en cours d'élaboration, il a été décidé d'intégrer un nouvel article dans le texte de la Constitution en projet suivant lequel les dispositions d'une loi déclarées contraires à la Constitution ou aux traités internationaux par un arrêt de la Cour constitutionnelle cesseront de produire leurs effets juridiques dès le lendemain de la publication de l'arrêt.

Cet article aura pour tout le moins l'avantage de rendre l'arrêt de la Cour opposable à toute personne concernée qui se trouve dans la même situation.

Pour ce qui est des autres questions soulevées, je me suis permis de continuer votre lettre à Monsieur le Ministre de la Justice.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur les Présidents, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Premier Ministre

Ministre d'État